**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE
DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION**

**Huitième session**

**Siège de l’UNESCO, Salle I**

**8 – 10 septembre 2020**

**Point 7 de l’ordre du jour provisoire :**

**Utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel**

|  |
| --- |
| **Résumé**L’article 7(c) de la Convention prévoit que le Comité prépare et soumette à l’approbation de l’Assemblée générale un projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds. Le présent document contient ce projet de plan, tel que recommandé par le Comité pour la période 2020-2021 et le premier semestre de 2022 (annexe I).**Décision requise :** paragraphe 49 |

1. **Contexte**
2. Au titre de l’article 7(c) de la Convention, le Comité doit « préparer et soumettre à l’approbation de l’Assemblée générale un projet d’utilisation des ressources du [Compte spécial du] Fonds [du patrimoine culturel immatériel (ci-après « le Fonds »)], conformément à l’article 25 » de la Convention. Le projet de plan (ci-après « le Plan »), soumis par le Comité conformément à sa [décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7) et annexé au présent document, a été préparé en conformité avec les orientations figurant au chapitre II.1 des Directives opérationnelles et en s’appuyant sur l’expérience de mise en œuvre du plan des exercices biennaux précédents. Le rapport financier pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019 est disponible dans le [document LHE/20/8.GA/INF.7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-INF.7-FR.docx), accompagné d’une note explicative.
3. Conformément à l’article 2 du Règlement financier du Fonds, « l’exercice financier [du Fonds] correspond à celui de l’UNESCO ». Toutefois, l’Assemblée générale des États parties à la Convention se réunit en session ordinaire les années paires, six mois environ après le début de l’exercice financier de l’UNESCO. Il est donc demandé à l’Assemblée générale d’approuver un Plan couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021 ; ainsi que le budget provisoire pour les six premiers mois de l’exercice financier suivant, soit du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022. Le budget provisoire pour le premier semestre de 2020, adopté par la septième session de l’Assemblée générale ([résolution 7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8)), sera remplacé par le présent Plan lorsqu’il aura été approuvé par la présente session de l’Assemblée générale.
4. À la fin de l’année 2019, le solde des fonds disponibles pour les activités du programme était de 7 840 379 dollars des États-Unis, à l’exclusion du Fonds de réserve. Il est proposé que l’Assemblée générale alloue les fonds à chaque ligne budgétaire en pourcentage du total des ressources disponibles, et non en valeur absolue. Cela permettra, en cas de besoin, aux contributions obligatoires reçues au cours du biennium d’être affectées à chaque ligne budgétaire en fonction des pourcentages approuvés. De cette manière, le Comité pourra utiliser toute contribution volontaire supplémentaire importante sans restriction (telle que prévue à l’article 27 de la Convention) qui pourrait être créditée au profit du Fonds au cours de l’exercice biennal. Dans le même temps, il est également proposé que l’Assemblée générale, comme elle l’a fait lors de précédentes sessions, autorise le Comité à en faire immédiatement usage, dès réception, en appliquant les pourcentages définis dans le Plan.
5. En outre, il est encore une fois demandé à l’Assemblée générale d’autoriser le Comité à faire immédiatement usage des contributions se rapportant à des projets spécifiques, pourvu que ces projets entrent dans le cadre des deux priorités de financement approuvées par le Comité pour la période 2018-2021 ([décision 12.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/12.COM/6)) : « Renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et de contribution au développement durable » et « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle ». La liste de ces contributions et des autres contributions volontaires supplémentaires, ainsi que la liste des donateurs, figurent dans le document d’information [LHE/20/8.GA/INF.7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-INF.7-FR.docx).
6. Afin de mieux comprendre le contexte du plan proposé pour l’utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel pour la période 2020-2021 ([Partie III](#III_Plan)), le présent document fournit un aperçu de la situation actuelle du Fonds et de son évolution ([Partie II](#II_Status)). Il décrit également les mesures prises pour assurer la continuité des travaux du Secrétariat après le report de la huitième session de l’Assemblée générale de juin à septembre 2020 ([Partie IV](#IV_Continuity_Measures)). La cinquième section propose un nouvel objectif annuel pour le sous-fonds ([Partie V](#V_Subfund)). La sixième section porte sur le maintien d’un taux de gestion à 0 pour cent pour toutes les contributions mises en recouvrement ([Partie VI](#VI_Management_Cost)). Enfin, ce document propose des révisions du Règlement financier du Fonds conformément aux décisions du Conseil exécutif de l’UNESCO concernant les règlements financiers des comptes spéciaux ([Partie VII](#VII_Financial_Regulations)).
7. **SITUATION ACTUELLE ET ÉVOLUTION**
8. En se fondant sur le rapport financier pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019 ([document LHE/20/8.GA/INF.7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-INF.7-FR.docx)) et sur l’analyse présentée dans le document [ITH/18/7.GA/8](https://ich.unesco.org/doc/src/ITH-18-7.GA-8-FR.docx), cette section décrit l’évolution des recettes et des dépenses du Fonds jusqu’au 31 décembre 2019.
9. Au cours de l’exercice biennal 2018-2019, les dépenses pour les activités du programme ont pour la première fois dépassé 5 millions de dollars des États-Unis et représentent 149 % des contributions obligatoires dues au titre de l’exercice 2018-2019 (voir la Figure 1 ci-dessous). Cette augmentation des dépenses est liée à l’amélioration de la capacité d’exécution. Il convient de remarquer que cela a entraîné une baisse du solde des fonds à la fin de l’année 2019, par rapport à la période précédente.



**Figure 1 :** Évolution des dépenses du Fonds (2010-2019)

1. L’une des caractéristiques marquantes de l’utilisation du Fonds pendant l’exercice biennal 2018-2019 concerne l’utilisation des **mécanismes d’assistance internationale**, correspondant aux lignes budgétaires 1, 1.1 et 2 (voir la Figure 2 ci-dessous) : elle a considérablement augmenté (116 %) par rapport à l’exercice biennal précédent. Quant au taux de dépenses, qui s’établissait à 52 % au 31 décembre 2019, il n’avait jamais été aussi élevé depuis 2010, tant en montant nominal qu’en pourcentage. Il existe trois principales raisons à ce résultat positif : 1) l’augmentation du plafond des demandes d’assistance internationale pouvant être présentées au Bureau de 25 000 dollars des États-Unis à 100 000 dollars des États-Unis [(résolution 6.GA 7)](https://ich.unesco.org/fr/Resolutions/6.GA/7) ; 2) l’augmentation de 90 % (par rapport à l’exercice biennal 2016-2017[[1]](#footnote-1)) des demandes examinées par le Bureau, les recommandations correspondantes étant préparées par le Secrétariat ; et 3) le maintien d’un taux relativement élevé d’approbation des demandes par le Bureau (70 % des demandes examinées par le Bureau en 2018 et 2019 ont été approuvées), preuve de la qualité globalement satisfaisante des demandes reçues par le Secrétariat.



**Figure 2 :** Taux de dépenses de l’assistance internationale et de l’assistance préparatoire

**Contributions mises en recouvrement**

1. Il convient de rappeler que le **versement de contributions** est une obligation pour tous les États parties ayant ratifié la Convention, conformément à l’article 26. Au 31 décembre 2019, les arriérés de **contributions obligatoires** s’élevaient à 435 318 dollars des États-Unis (contre 455 033 dollars des États-Unis au 31 décembre 2017), dont 202 682 dollars des États-Unis correspondaient à des contributions impayées des années antérieures à 2019. Depuis 2016, le montant des contributions impayées demeure autour de 400 000 dollars des États-Unis. Au 31 décembre 2019, 82 États parties (47 %) n’avaient pas encore versé leur contribution pour 2019. Parmi ceux-là, 46 États parties (27 %) n’avaient pas payé non plus leur contribution pour les années antérieures à 2019 (voir [l’État des contributions obligatoires au 31 décembre 2019](https://ich.unesco.org/fr/le-fonds-du-pci-00816)).[[2]](#footnote-2) En ce qui concerne les **contributions volontaires** des États parties mises en recouvrement conformément à l’article 26.2 de la Convention, une comparaison sur les six dernières années montre que les versements représentent en moyenne 63 % des sommes attendues.2

**Perspectives pour les futurs cycles budgétaires**

1. Après dix années de hausse continue, le solde du Fonds en fin d’année a diminué pour la première fois et devrait également diminuer à la fin du biennium 2020-2021. Cette évolution prévue est un signe positif sur le plan opérationnel. Elle montre qu’il est plus facile pour les États d’accéder à des fonds finançant des programmes et projets qui contribuent à la sauvegarde du patrimoine vivant, mais aussi que la capacité de réponse des organes directeurs de la Convention et du Secrétariat à leurs demandes s’est améliorée. Toutefois, elle signifie aussi que les ressources financières disponibles pour soutenir les efforts des États en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel vont probablement diminuer à l’avenir, même si cela ne suscite pas d’inquiétude dans l’immédiat. D’un autre côté, maintenant que le Fonds est dans une situation plus favorable sur le plan opérationnel, la Convention est plus à même de solliciter des contributions volontaires supplémentaires.

#### LIGNES BUDGÉTAIRES ET ALLOCATIONS POUR LE BIENNIUM 40 C/5 (2020-2021)

1. La proposition d’allocation des fonds pour l’exercice biennal 40 C/5 (2020-2021) suit une structure basée sur des lignes budgétaires, déjà utilisée pour les exercices précédents équivalents. Ces lignes budgétaires peuvent être réparties en trois catégories de dépenses concernant : a) l’assistance internationale ; b) les « autres fonctions du Comité » telles que décrites à l’article 7 de la Convention ; et c) la participation aux réunions des organes directeurs et l’assistance au Comité. Le pourcentage alloué à chaque ligne budgétaire proposé ici est à peu près le même que pour l’exercice biennal précédent ; les variations ne sont que mineures et prennent en compte la diminution de 9 % des fonds disponibles à la fin du biennium 2018-2019 (7,84 millions de dollars des États-Unis) en comparaison de la fin du biennium 2016-2017 (8,59 millions de dollars des États-Unis).

**Assistance internationale**

1. Il est proposé que la majorité des ressources soit affectée à l’octroi de l’assistance internationale aux États parties, en vue de soutenir les efforts nationaux déployés en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (**lignes budgétaires 1, 1.1 et 2**). Le pourcentage cumulé de ces trois lignes (64,75 %) est le même que pour l’exercice biennal précédent.
2. Dans le cadre de ce pourcentage combiné, 51,96 % du montant total à allouer globalement sont prévus pour le soutien fourni aux États pour les programmes et projets de sauvegarde (**ligne budgétaire 1**). Cette allocation devrait permettre au Fonds de maintenir au même niveau le soutien apporté aux États par le biais de l’assistance internationale, si le nombre de demandes reçues reste stable pendant la période 2020-2021.
3. Lors de sa septième session en juin 2018, l’Assemblée générale a approuvé la création de trois postes à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires ([résolution 7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8)), pour former une équipe dédiée à l’opérationnalisation de la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale. Il est proposé que 10,79 % des ressources du Fonds soient affectées à la prise en charge des coûts de ces trois postes (**ligne budgétaire 1.1**).
4. En outre, il est proposé que 2 % des fonds soient consacrés à l’octroi de l’assistance préparatoire (**ligne budgétaire 2**). En plus de l’assistance préparatoire pour l’élaboration de dossiers de candidature, le Comité a décidé d’utiliser cette ligne afin de fournir une assistance technique aux États parties pour la préparation de leurs demandes d’assistance internationale.[[3]](#footnote-3) Étant donné que l’assistance préparatoire est relativement peu utilisée (taux de dépenses de 15,5 % pour 2018-2019) et que les États ont davantage sollicité l’assistance technique que l’assistance préparatoire dans sa forme traditionnelle, il est proposé que le budget alloué à cette ligne continuent de servir à l’octroi de l’assistance technique.

**« Autres fonctions du Comité »**

1. **La ligne budgétaire 3**, « Autres fonctions du Comité », sera maintenue à 20 % afin de renforcer les travaux lancés pendant l’exercice biennal actuel Les fonctions en question sont définies à l’article 7 de la Convention et le Secrétariat emploie ces fonds pour assister le Comité dans ses fonctions, conformément à l’article 10 de la Convention. Autrement dit, ces fonds serviront en premier lieu à promouvoir les objectifs de la Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en œuvre (article 7 [a]).
2. Lors de sa quatorzième session en 2019, le Comité a présenté une nouvelle procédure d’approbation du plan de dépenses des fonds alloués au titre de la ligne budgétaire 3 ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)).Jusqu’à l’exercice biennal 2018-2019, le Comité déléguait à son Bureau le pouvoir de décider de l’utilisation des fonds alloués au titre de la ligne budgétaire 3, sur la base des propositions spécifiques préparées par le Secrétariat (la [décision 12.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/12.COM/7) en est l’exemple le plus récent). À partir de l’exercice biennal 2020-2021, le Comité a demandé que le Secrétariat présente pour examen à la seizième session du Comité et à chaque session suivante lors des années impaires, une ventilation en pourcentage de la ligne budgétaire 3 du Plan, « Autres fonctions du Comité », en termes de résultats escomptés conformément au C/5 approuvé, en vue de sa présentation pour approbation par la session suivante de l’Assemblée générale ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)). Dans la même décision le Comité a demandé, à titre transitoire, une ventilation en pourcentage de la ligne budgétaire 3 du Plan, « Autres fonctions du Comité », en termes de résultats escomptés conformément au C/5 approuvé, pour examen par l’Assemblée générale lors de sa présente session actuelle.
3. **Justifications stratégiques.** Le plan proposé pour cette ligne budgétaire s’appuie sur les enseignements tirés des activités mises en œuvre au cours de l’exercice précédent. Pour garantir la cohérence avec le 40 C/5 approuvé et l’intégration avec les rapports associés soumis aux organes directeurs de la Convention et de l’UNESCO, les résultats escomptés (ER) proposés sont alignés sur les [indicateurs de performance](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000367155_fre) définis dans le 40 C/5 pour le Grand programme IV Culture, Axe d’action 2, ER 6 « Identification et sauvegarde du patrimoine culturel immatériel par les États membres et les communautés, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 2003 ». Par ailleurs, étant donné que la proposition présentée en annexe couvre l’intégralité de l’exercice biennal 2020-2021 et remplace le plan de dépenses provisoire précédemment approuvé par le Bureau du Comité pour les six premiers mois de 2020 ([décision 14.COM 2.BUR 3](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-19-14.COM_2.BUR-Decisions-FR.docx)), les ER tiennent également compte des travaux accomplis pendant le premier semestre 2020.
4. Les fonds alloués à cette ligne budgétaire continueront d’assurer un soutien essentiel pour un certain nombre d’actions transversales et en amont, ayant un effet global à long terme sur la mise en œuvre de la Convention. Plus précisément, ils seront mis au service d’orientations transversales visant à :
* Mettre en lumière la contribution que peut apporter la sauvegarde du patrimoine vivant pour maintenir la diversité culturelle mondiale et répondre à un grand nombre d’enjeux du développement durable définis dans le Programme 2030 : cela inclut les efforts déployés en vue de mieux intégrer le patrimoine vivant dans les programmes plus larges de l’UNESCO et de renforcer sa contribution à la réalisation des ODD, en particulier ceux qui concernent l’éducation, le genre, le changement climatique, les peuples autochtones et les jeunes ;
* Rechercher des moyens de mobiliser les ressources financières de la Convention pour répondre aux demandes croissantes de ses organes directeurs et de la communauté internationale ;
* Améliorer la visibilité de la Convention et l’accessibilité des informations grâce à l’optimisation du site Internet mais aussi à des initiatives d’information et de communication ;
* Accompagner la réflexion sur les enjeux fondamentaux identifiés par le Comité comme étant cruciaux pour la progression de la Convention, notamment en ce qui concerne l’avenir des mécanismes d’inscription sur les listes, les implications économiques des activités liées au patrimoine vivant et la participation accrue de la société civile et des ONG ;
* Poursuivre la transition entamée du programme global de renforcement des capacités, afin de soutenir les États et les communautés dans leur mise en œuvre de la Convention au niveau national grâce à des partenariats institutionnels plus diversifiés, mais aussi grâce à des formations aux contenus et aux formats plus variés.
1. **Ventilation par résultat escompté.** Les quatre résultats escomptés (ER) restent les mêmes que pour l’exercice biennal précédent, conformément au 40 C/5. Le budget proposé pour l’exercice biennal actuel vise à équilibrer l’allocation des fonds entre ces ER :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat escompté** | **2018–2019[[4]](#footnote-4)** | **1er janvier - 30 juin 2020[[5]](#footnote-5)** | **2020−2021** |
| ER 1 : Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances | 20 % | 23 % | 27 % |
| ER 2 : Mise en œuvre de la Convention dans les États membres encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé  | 36 % | 43 % | 33 % |
| ER 3 : Intégration du patrimoine culturel immatériel dans des programmes, des politiques et des plans de développement soutenue | 17 % | 14 % | 13 % |
| ER 4 : Objectifs de la Convention promus par des actions de sensibilisation et d’information | 27 % | 20 % | 27 % |
| Budget total | 100 % | 100 % | 100 % |

1. Afin d’éviter des interruptions ou des retards d’exécution et conformément à la résolution adoptée par la Conférence générale lors de sa quarantième session en novembre 2019, autorisant la Directrice générale à opérer des virements de crédits entre articles budgétaires liés au Programme ordinaire dans la limite de 5 % des crédits initialement ouverts au titre du 40 C/5[[6]](#footnote-6), le Comité a autorisé le Secrétariat à effectuer des transferts entre les activités relevant de la ligne budgétaire 3 à concurrence d’un montant cumulé équivalent à 5 pour cent de l’allocation initiale totale ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)). Sur la base du montant indicatif du budget tel qu’indiqué en annexe I, cela représenterait 78 403 dollars des États-Unis. Le cas échéant, le Secrétariat est alors tenu d’informer le Comité par écrit des détails et des raisons de ces transferts, lors de la session suivante.

## Résultat escompté 1 : Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances

1. La bonne gouvernance de la Convention de 2003 est essentielle pour que toutes les parties prenantes puissent être efficaces et innovantes dans leurs travaux de mise en œuvre de la Convention aux niveaux national et international. Elle permet aussi de montrer plus largement l’importance de la sauvegarde du patrimoine vivant en général pour le développement durable. À cette fin, le Secrétariat facilite l’amélioration continue du suivi et des services de gestion des connaissances, et assure le suivi des décisions du Comité. La réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes sera un axe majeur pour les deux prochaines années (décisions [13.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/13.COM/6), [13.COM 10](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/13.COM/10) et [14.COM 14](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/14)). Par conséquent, le Secrétariat continuera à soutenir ce processus, principalement financé par le Japon, notamment en organisant une réunion d’experts et un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée. De même, en réponse à des recommandations récurrentes de l’Organe d’évaluation et à une décision du Comité demandant « au Secrétariat de publier les recommandations de l’Organe d’évaluation sur les mesures de sauvegarde et les bonnes pratiques qui traitent du risque de décontextualisation et de commercialisation excessive des éléments » ([décision 14.COM 10](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/10)), le Secrétariat propose également d’élaborer des conseils à l’intention des États parties et des communautés pour les aider à tirer profit du potentiel économique du patrimoine vivant tout en prenant garde aux risques de décontextualisation et de commercialisation excessive.
2. Dans l’ensemble, le Secrétariat considère la gestion des connaissances comme un outil clé afin d’encourager l’adoption de nouvelles méthodes de travail pour faire face à des circonstances en perpétuelle évolution et des priorités émergentes. Cette situation renforce la nécessité de continuer à améliorer la gestion des données et de proposer des solutions basées sur le web pour rationaliser les processus courants, par exemple en créant des formulaires en ligne pour les demandes et les candidatures. En outre, les interfaces en ligne rendent possible la collecte, la diffusion et la cartographie d’informations sur des sujets tels que les domaines de compétences des ONG accréditées ([décision 14.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/15)). Ces évolutions pourraient non seulement simplifier et consolider les informations, mais elles les mettraient également à la disposition des multiples parties prenantes. La crise de la COVID-19, pendant laquelle le Secrétariat et un grand nombre d’acteurs de la Convention (dont l’Organe d’évaluation) ont travaillé à domicile, a révélé encore plus nettement que l’accessibilité en ligne des informations et des outils était essentielle à la continuité des processus statutaires.
3. En outre, mettant à profit l’opérationnalisation accrue des mécanismes d’assistance internationale ces dernières années, la nouvelle équipe chargée de la mise en œuvre et du suivi de la sauvegarde, va lancer un suivi renforcé des projets en cours financés par le Fonds et rassembler les enseignements tirés des projets en cours ou achevés. Cela sera rendu possible par la mise en place d’outils permettant de guider les États parties, mais aussi par l’amélioration de la collecte des données qualitatives et quantitatives.

## Résultat escompté 2 : Mise en œuvre de la Convention dans les États membres encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé

1. Alors que la Convention élargit son champ d’action, les besoins en matière de renforcement des capacités restent importants, car les États parties sont confrontés à de nouveaux défis. Dans le même temps, le contexte et les conditions de déploiement du programme de renforcement des capacités évoluent, ce qui nécessite d’adopter des approches et des stratégies nouvelles. La crise de la COVID-19 – et les restrictions qu’elle fait peser sur l’organisation de réunions publiques et les déplacements internationaux – a clairement montré qu’il était nécessaire d’adapter le programme de renforcement des capacités.
2. Au cours de l’exercice biennal actuel, le Secrétariat concentrera ses efforts sur un repositionnement stratégique de ce programme pour qu’il inclue davantage de formations en ligne dans les domaines couverts, en proposant à la fois des modalités d’autoapprentissage et des sessions dispensées par des instructeurs. Compte tenu du large périmètre couvert par le programme depuis son lancement, cela représente un projet très ambitieux qui sera approfondi pendant cet exercice biennal. Les activités de renforcement des capacités relatives au cycle de soumission des rapports périodiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été un succès. Il a permis au Secrétariat de rassembler des connaissances et des compétences utiles pour concevoir, produire et déployer des programmes de formation en ligne. Sous cette forme, le programme peut atteindre et former plus de participants, sans qu’ils aient à se déplacer ou à se loger, ce qui est non seulement plus économique mais aussi plus respectueux de l’environnement.
3. Pour garantir la pérennité du programme de renforcement des capacités à l’avenir, le Secrétariat continuera d’assurer le suivi de ses résultats, tout particulièrement ce qui concerne l’intégration de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans les politiques. L’identification et l’établissement de partenariats stratégiques avec d’autres organisations actives dans les domaines de la culture et du patrimoine, dont des centres de catégorie 2 et des universités, restera aussi une priorité. À cet égard, le Secrétariat envisage la création de cours en ligne ouverts à tous (MOOC), moyens innovants d’étendre la portée du programme de renforcement des capacités auprès d’un public plus jeune composé d’étudiants et de jeunes qui s’intéressent au patrimoine vivant, ainsi que de responsables gouvernementaux et d’ONG.

## Résultat escompté 3 : Intégration du patrimoine culturel immatériel dans des programmes, des politiques et des plans de développement soutenue

1. En réponse à l’adoption par le Comité de deux priorités de financement pour la période 2018-2021 ([décision 12.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/12.COM/6)), le Secrétariat a mis au point, ces deux dernières années, l’initiative intersectorielle « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle », qui contribue à l’initiative intersectorielle menée à l’échelle de l’UNESCO, « L’alliance de l’éducation et de la culture en action pour atteindre les ODD ». En amont, le Secrétariat va lancer et poursuivre le développement du centre d’échanges destiné au partage de connaissances, à la coopération et à l’innovation sur le patrimoine culturel immatériel et l’éducation pour faciliter les travaux dans ce domaine à l’échelle mondiale. Les efforts seront intensifiés afin d’établir et de pérenniser les partenariats avec des donateurs, des institutions et des programmes éducatifs internationaux pertinents pour répondre à cette demande croissante, et des activités seront mises au point en conséquence.
2. Lors de sa treizième session en 2018, le Comité a reconnu l’importance pour les peuples autochtones du monde d’assurer la durabilité, l’apprentissage, l’utilisation et la transmission de leur langue en tant que vecteur fondamental du patrimoine culturel immatériel ([décision 13.COM 20](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/13.COM/20)). Conformément à cette décision, le Secrétariat s’adressera aux peuples autochtones et aux associations qui agissent pour l’intégration de leur patrimoine vivant dans les programmes d’éducation formelle et non formelle, afin que leurs expériences soient reflétées dans le travail du centre d’échanges et dans le plan d’action développé par l’UNESCO dans le cadre de la Décennie internationale des peuples autochtones. En outre, le renforcement des synergies entre la Convention de 2003 et les travaux du système des Nations Unies dans le cadre du Programme 2030 sera poursuivi, notamment dans le domaine du changement climatique et de la biodiversité, de nouvelles opportunités apparaissant dans le contexte de la préparation du Cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020 de la Convention sur la diversité biologique.

## Résultat escompté 4 : Objectifs de la Convention promus par des actions de sensibilisation et d’information

1. Comme le stipule son article premier, l’un des principaux buts de la Convention est la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l’importance du patrimoine culturel immatériel. Sur la base des actions menées pendant l’exercice biennal précédent, le Secrétariat continuera à lancer des actions de communication pour favoriser la sensibilisation et l’information à tous les niveaux, en particulier au niveau international. De plus, le développement de partenariats institutionnels stratégiques et efficaces restera également essentiel pour promouvoir les objectifs de la Convention. À cet égard, le Secrétariat prévoit de renforcer ses efforts visant à trouver des moyens d’augmenter les ressources financières reçues pour mettre en œuvre la Convention.
2. Le [site Internet de la Convention](https://ich.unesco.org/fr) est la pierre angulaire du système de diffusion d’informations sur la Convention et sur sa mise en œuvre, des travaux des organes directeurs aux projets et activités menés au niveau national. La croissance de la Convention – aussi bien sur le plan géographique que sur le plan thématique – a conduit à l’accumulation d’une grande quantité d’informations qui devront être réorganisées. La refonte du site améliorera l’accessibilité à toutes les informations qu’il contient, l’accent étant mis sur les liens entre le patrimoine vivant et le développement durable. Fort de la réussite de [la plateforme sur le patrimoine vivant dans le contexte de la pandémie de COVID-19](https://ich.unesco.org/fr/le-patrimoine-vivant-dans-le-contexte-de-la-pandemie-de-covid-19-01123) lancée en mai 2020, le Secrétariat renforcera également la capacité du site Internet de la Convention pour qu’il fasse office de plateforme d’échanges et de communication.
3. Une large gamme d’outils et d’initiatives de communication seront lancés et développés pour atteindre un grand nombre de parties prenantes variées, dont des autorités gouvernementales et des organisations partenaires comme les ONG accréditées et les centres de catégorie 2, ainsi que les communautés. Des outils de communication et des conseils seront élaborés à l’intention des États parties. Des outils de visualisation interactifs (tels que l’interface en ligne « Plongez dans le patrimoine culturel immatériel ! »), des expositions – physiques et virtuelles – et des brochures électroniques seront préparées et articulées autour de thèmes stratégiques, en particulier le développement durable et les situations d’urgence. Des efforts spécifiques seront déployés pour s’adresser à un public plus large que celui de l’UNESCO et garantir la représentation du patrimoine vivant à l’occasion d’au moins un événement international majeur portant sur le développement durable.

**Participation aux réunions des organes directeurs et assistance au Comité**

1. La participation d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des États parties en développement aux réunions statutaires est couverte par la **ligne budgétaire 4** s’ils sont membres du Comité ou par la **ligne budgétaire 5** s’ils ne le sont pas. La participation d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des ONG accréditées de pays en développement aux sessions du Comité est couverte par la **ligne budgétaire 6**. Il est proposé que 2,63 %, 3,31 % et 3,31 % soient respectivement dédiés aux lignes budgétaires susmentionnées. Ce léger ajustement des pourcentages vise à garantir un soutien à tous les membres éligibles du Comité, tout en équilibrant dans le même temps l’aide fournie aux États parties et aux ONG accréditées, compte tenu de l’augmentation du nombre de ratification ces dernières années.
2. Lors de sa septième session ([résolution 7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8)), l’Assemblée générale a recommandé que le Secrétariat soit autorisé à transférer des fonds entre les lignes budgétaires 4, 5 et 6 jusqu’à un montant équivalent à 30 % de leur allocation totale initiale. Pendant la période 2018-2019, en septembre et en novembre 2019 respectivement, deux transferts ont été effectués comme suit entre ces trois lignes budgétaires :
	* 24 866 dollars des États-Unis de la ligne budgétaire 4 à ligne budgétaire 5 (soit 14 % de l’allocation initiale au titre de la ligne budgétaire 4) ;
	* 45 000 dollars des États-Unis de la ligne budgétaire 6 à ligne budgétaire 5 (soit 13 % de l’allocation initiale au titre de la ligne budgétaire 6).
3. Ces deux transferts ont permis au Fonds de : a) couvrir les frais de déplacement de quarante experts des pays en développement parties à la Convention mais non membres du Comité pour leur participation à la quatorzième session du Comité en 2019 (ligne budgétaire 5) ; b) répondre favorablement à toutes les demandes d’experts représentant des pays en développement membres du Comité souhaitant assister à la quatorzième session du Comité (ligne budgétaire 4) et c) couvrir les frais de déplacement de 25 experts représentant des organisations non gouvernementales accréditées de pays en développement pour leur participation à cette même session du Comité (ligne budgétaire 6).
4. Il est proposé que la **ligne budgétaire 7** soit maintenue à 6 % pour couvrir les coûts des services consultatifs fournis à la demande du Comité entre janvier 2020 et décembre 2021.
5. Pour la période 2020-2021, l’intention reste d’utiliser efficacement les fonds en fonction des besoins de chaque cycle. À cet égard, il a été observé que l’utilisation des fonds alloués au titre de la ligne budgétaire 7 varie significativement d’une année à l’autre, étant donné que l’éligibilité dépend du pays d’où proviennent les experts qui composent l’Organe d’évaluation. Par conséquent, afin de pouvoir répondre à autant de demandes d’assistance financière que possible pour toutes les catégories de participants, le Comité a recommandé à l’Assemblée générale d’autoriser le Secrétariat à transférer des fonds entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7 jusqu’à un montant équivalent à 30 pour cent de leur allocation initiale totale ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)). Dans cette même décision, il a été demandé au Secrétariat d’informer le Comité et l’Assemblée générale par écrit des détails et des raisons de ces transferts lors de la session suivante.

#### MESURES DE CONTINUITÉ PRISES SUITE AU REPORT DE LA HUITIÈME SESSION DE L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. Compte tenu du report de la huitième session de l’Assemblée générale en raison de la pandémie de COVID-19, le Secrétariat a été obligé de reprogrammer une partie du budget du Fonds approuvé pour le premier semestre 2020 afin d’assurer la continuité de ses activités. L’Assemblée générale, qui devait initialement se tenir du 9 au 11 juin 2020, aurait examiné le présent Plan proposé par le Comité pour l’utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel pour l’exercice biennal 2020-2021, ainsi que la proposition qu’un quart du montant établi pour la période de deux ans allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021 soit provisoirement alloué au premier semestre de 2022 ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)).
2. Étant donné que, lors de sa septième session, l’Assemblée générale a approuvé le Plan d’utilisation des ressources du Fonds pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019 ainsi que pour la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020 ([résolution 7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8)), le Secrétariat risquait de voir ses opérations interrompues après le 30 juin 2020. Pour poursuivre ses opérations et à titre transitoire, le Secrétariat a décidé, après avoir consulté les Services centraux de l’UNESCO, de prolonger la validité du budget approuvé pour les six premiers mois de 2020 jusqu’à ce que la huitième session de l’Assemblée générale de la Convention puisse être convoquée. Cette prolongation n’a pas eu d’effet sur le budget global de 2 147 731 dollars des États-Unis approuvé par l’Assemblée générale pour les six premiers mois de 2020, et n’a pas de répercussions sur le Plan biennal dans son ensemble ni sur les pourcentages proposés.

#### RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SECRÉTARIAT

1. En 2010, l’Assemblée générale a créé un sous-fonds, dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel immatériel, destiné exclusivement au renforcement des capacités humaines du Secrétariat. À l’époque, l’Assemblée générale avait estimé qu’un montant d’environ 1,1 million de dollars des États-Unis par an était nécessaire à cette fin ([résolution 3.GA 9](https://ich.unesco.org/doc/src/ITH-10-3.GA-CONF.201-Resolution%20Rev.-FR.doc)).
2. Reconnaissant que la capacité du Secrétariat à fournir aux États membres des services de qualité dépend en grande partie de ses ressources humaines, des donateurs nombreux et variés ont apporté leur soutien au fil des années. Récemment, ce soutien s’est traduit dans la [décision 7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8) de l’Assemblée générale de créer trois nouveaux postes à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires afin de renforcer les ressources humaines du Secrétariat pour la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale du Fonds (voir le [document LHE/20/8.GA/INF.7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-INF.7-FR.docx)). Ces trois postes, auxquels s’ajoutent les contributions financières et en nature reçues au cours de l’exercice biennal actuel, contribuent à répondre aux besoins identifiés par le Secrétariat en matière de ressources humaines, bien que le montant annuel du sous-fonds (fixé à 1,1 million de dollars des États-Unis) n’ait pas été atteint.
3. Depuis que cet objectif a été fixé en 2010, la Convention a considérablement étendu sa portée géographique (de 113 États parties à 178 en juillet 2020) et son périmètre thématique. En 2019, le Comité a donc demandé « au Secrétariat de réévaluer ses besoins en ressources humaines et de présenter un nouvel objectif annuel du sous-fonds » en vue de son examen par l’Assemblée générale lors de la présente session ([décision 14.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/6)).
4. À l’heure actuelle, dix professionnels et cinq titulaires d’un emploi général à durée déterminée travaillent au sein de l’Entité du patrimoine vivant, y compris le Secrétaire de la Convention et les chefs des deux unités (Unité de la gestion du programme et Unité du renforcement des capacités et des politiques du patrimoine), ainsi que les trois titulaires des postes à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires. Cet effectif n’est pas suffisant pour permettre au Secrétariat d’assumer l’ensemble de ses obligations statutaires fondamentales (notamment la préparation des réunions statutaires et notamment la rédaction des documents ; soutien aux travaux de l’Organe d’évaluation ; traitement des candidatures et des demandes d’accréditation des organisations non gouvernementales ; examen et suivi des rapports périodiques) et ses autres fonctions vitales (fonction de responsable régional, programme de renforcement des capacités, travaux thématiques sur l’éducation et des situations d’urgence, activités d’information et de communication). Étant donné la situation actuelle, un grand nombre de ces obligations fondamentales et de ces fonctions sont remplies par des agents temporaires sous divers contrats.
5. Au regard des frais actuellement encourus par le Secrétariat, l’objectif annuel du sous-fonds devrait être fixé à 950 000 dollars des États-Unis par an. Cela permettrait au Secrétariat de continuer à répondre de manière appropriée aux besoins émergents et à améliorer la mise en œuvre de la Convention, notamment à travers le déploiement du mécanisme de rapports périodiques ; l’application d’un plan d’information et de communication ; le lancement d’initiatives thématiques sur « la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle » et « le patrimoine culturel immatériel dans les situations d’urgence » ; et la réflexion lancée par le Comité sur l’avenir des mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention. À cette fin, des contributions volontaires au sous-fonds, versées par des États ou des acteurs du secteur privé, restent nécessaires.

#### TAUX DE GESTION DU FONDS

1. Le Fonds, tout comme d’autres comptes spéciaux multidonateurs tels que le Fonds du patrimoine mondial, a bénéficié d’un taux de gestion de 0 pour cent pour les contributions réglementaires, accordé par dérogation de la Directrice générale, tandis qu’un taux de 10 pour cent était initialement appliqué aux contributions volontaires supplémentaires.
2. Lors de sa treizième session ([décision 13.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/13.COM/6)), le Comité a pris note du document du Conseil exécutif [204 EX/5 Partie II.E](http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002615/261576f.pdf) sur la « Politique de recouvrement des coûts : proposition révisée de politique de taux différentiels concernant les taux de gestion » et de la décision qui lui est associée, selon laquelle le Conseil a décidé d’appliquer à tous les comptes spéciaux multidonateurs un nouveau taux fixé à 7 pour cent. Le document présenté à la 204eme session du Conseil exécutif indiquait que « les nécessaires consultations avec les organes directeurs des États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et à la Convention du patrimoine mondial se tiendraient entre juin 2018 et novembre 2019 » (voir le document [204 EX/5 Partie II.E](http://unesdoc.unesco.org/ulis/cgi-bin/ExtractPDF.pl?catno=261576&lang=e&from=126&to=139&display=2&ts=1534862511), paragraphe 14). Lors de sa quarante-deuxième session en 2018, le Comité du patrimoine mondial a décidé de « recommande[r] vivement que le taux de gestion actuel de 0 % continue de s’appliquer au compte spécial du Fonds du patrimoine mondial » ([décision 42 COM 14](https://whc.unesco.org/fr/decisions/7102/)). Lors de sa quatorzième session ([décision 14.COM 6](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/6)) le Comité de la Convention de 2003 a recommandé « à l’Assemblée générale d’approuver le maintien d’un taux de gestion à 0 pour cent pour toutes les contributions mises en recouvrement pour le compte spécial du Fonds du patrimoine culturel immatériel et l’application d’un taux de gestion à 7 pour cent pour toutes les autres contributions. »

#### ALIGNEMENT DU RÈGLEMENT FINANCIER DES COMPTES SPÉCIAUX

1. Lors de sa 200eme session en 2016, le Conseil exécutif de l’UNESCO a approuvé les modèles de règlements financiers pour chaque type de compte spécial, y compris ceux liés à des conventions, conformément à [l’annexe IV du document 200EX/19](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000245750_fre) ([décision 200 EX/19](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000246369_fre)). Lors de sa session suivante en 2017, le Conseil exécutif a demandé à la Directrice générale de proposer à l’organe directeur de chaque compte spécial le réalignement du règlement financier de leur compte spécial respectif avec les modèles de règlements financiers mentionnés ci-dessus ([décision 201 EX/24](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000248900_fre)). En 2019, le Comité a demandé au Secrétariat de proposer, pour examen par l’Assemblée générale lors de la présente session, un projet de révision du Règlement financier ([décision 14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)).
2. Le réalignement du Règlement financier du Fonds nécessite un certain nombre d’amendements présentés à l’annexe III. En particulier, tel que proposé, le nouvel article 4 préciserait que l’Assemblée générale a pouvoir de décider de l’allocation des ressources du Fonds conformément aux Directives opérationnelles et que le Secrétariat administre le Fonds conformément à la Convention, aux décisions des organes directeurs de la Convention et au Règlement financier. En outre, les nouveaux articles 4.4 et 10 proposés formaliseraient la pratique actuelle appliquée en matière de rapports, selon laquelle le Secrétariat rend compte de l’utilisation des ressources à l’Assemblée générale tous les deux ans. Un nouvel article 11 proposé préciserait les modalités de clôture du Fonds par l’Assemblée générale. Le Conseil exécutif de l’UNESCO serait informé de tout amendement au Règlement financier du Fonds (nouvel article 12.1).
3. L’Assemblée générale souhaitera peut-être adopter la résolution suivante :

PROJET DE RÉSOLUTION 8.GA 7

L’Assemblée générale,

1. Ayant examiné les documents LHE/20/8.GA/7 Rev. et [LHE/20/8.GA/INF.7](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-INF.7-FR.docx),
2. Rappelant l’article 7(c) de la Convention et les paragraphes 66 et 67 des Directives opérationnelles,
3. Rappelant en outre la décision 200 EX/19 et la décision 201 EX/24, ainsi que la résolution portant ouverture de crédits pour 2020-2021 adoptée par la Conférence générale lors de sa quarantième session,

**Situation et évolution du Fonds**

1. Accueille avec satisfaction la récente évolution positive de l’utilisation du Fonds, félicite le Secrétariat pour ses efforts afin d’intensifier la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale, prend note de la constitution d’une équipe dédiée comprenant trois nouveaux postes à durée déterminée, financés par des fonds extrabudgétaires, et attend avec intérêt d’observer l’amélioration du suivi de l’impact des projets soutenus par le Fonds ;
2. Prend note des mesures prises par le Secrétariat, sans répercussions sur le Plan biennal dans son ensemble, pour assurer la continuité de ses activités après le report de la huitième session de l’Assemblée générale ;
3. Prend note en outre des donateurs qui ont versé des contributions volontaires supplémentaires depuis sa dernière session, à savoir la République populaire de Chine, la Finlande, le Japon, le Kazakhstan, Monaco, le Monténégro, les Pays-Bas et la Suède, ainsi que du soutien en nature de la République populaire de Chine, le Japon et Singapour ;
4. Remercie tous les contributeurs qui ont apporté leur soutien à la Convention et à son Secrétariat, depuis sa dernière session, sous différentes formes, financières ou en nature, comme les contributions volontaires supplémentaires versées au Fonds du patrimoine culturel immatériel et au sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, les Fonds-en-dépôt ou le détachement de personnel, et encourage les autres États à envisager la possibilité de soutenir la Convention selon la modalité de leur choix ;

**Plan d’utilisation des ressources du Fonds**

1. Approuve le Plan d’utilisation des ressources du Fonds pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021 ainsi que pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022, qui figure à l’annexe I de la présente résolution ;
2. Comprend qu’elle pourra, lors de sa neuvième session en 2022, réajuster le plan budgétaire du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 ; dans le cas où l’Assemblée générale ne peut pas se réunir avant le 30 juin 2022, le Secrétariat est autorisé à poursuivre ses activités jusqu’à ce que l’Assemblée générale soit en mesure de se réunir ;
3. Prend également note de l’autorisation accordée par le Comité au Secrétariat, lors de l’utilisation des fonds alloués au titre de la ligne budgétaire 3 du Plan, d’effectuer des transferts entre les activités relevant de la ligne budgétaire 3, à concurrence d’un montant cumulé équivalent à 5 pour cent de l’allocation initiale totale proposée à l’Assemblée générale à cette fin ;
4. Autorise le Comité à utiliser immédiatement toute contribution volontaire supplémentaire qui pourrait être reçue durant ces périodes, comme le prévoit l’article 27 de la Convention, conformément aux pourcentages définis par le Plan ;
5. Autorise en outre le Comité à utiliser immédiatement toute contribution qu’il pourrait accepter, durant ces périodes, à des fins spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets aient été approuvés par le Comité avant la réception des fonds, comme le prévoit l’article 25.5 de la Convention ;
6. Autorise également le Secrétariat à transférer des fonds entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7 jusqu’à un montant équivalent à 30 pour cent de leur allocation initiale totale, approuvée par l’Assemblée générale, et demande au Secrétariat d’informer le Comité et l’Assemblée générale par écrit des détails et des raisons de ces transferts lors de la session suivante ;

**Sous-fonds pour le renforcement des ressources humaines du Secrétariat**

1. Souligne la nécessité de renforcer durablement les ressources humaines du Secrétariat pour qu’il puisse mieux répondre aux attentes et aux besoins des États parties, reconnaît que des fonds d’un montant d’environ 950 000 dollars des États-Unis par an sont nécessaires à cette fin et invite les États parties à verser au sous-fonds des contributions volontaires supplémentaires pour atteindre ce montant annuel ;

**Taux de gestion**

1. Soutient le maintien d’un taux de gestion à 0 pour cent pour toutes les contributions mises en recouvrement pour le compte spécial du Fonds du patrimoine culturel immatériel et l’application d’un taux de gestion à 7 pour cent pour toutes les autres contributions ;

**Règlement financier**

1. Approuve en outre les révisions du Règlement financier du Compte spécial pour le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel telles que décrites aux annexes II et III de la présente résolution, pour qu’il corresponde au modèle de règlement financier défini par l’UNESCO.

Annexe I

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds** |  |  |  |
| Pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021, ainsi que pour la période du 1er janvier au 30 juin 2022, les ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel peuvent être utilisées pour les activités suivantes : | % appliqués pour le biennium précédent (2018-2019) | % du montant total proposé pour 2020-2021[[7]](#footnote-7) | Montants indicatifs2020-2021 | Montants indicatifsJan– Juin 2022 |
| 1. | Assistance internationale, y compris la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, la préparation d’inventaires et le soutien à d’autres programmes, projets et activités de sauvegarde ; | 52,55 % | 51,96 % | 4 073 861 $ | 1 018 465 $ |
| 1.1 | Renforcement des ressources humaines pour améliorer la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale à travers trois postes à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires (un P3, un P2 et un G5) ; | 8,20 % | 10,79 % | 845 977 $ | 211 494 $ |
| 2. | Assistance préparatoire pour les demandes d’assistance internationale, ainsi que pour les dossiers de candidature à la Liste de sauvegarde urgente et les propositions au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde ; | 4,00 % | 2,00 % | 156 808 $ | 39 202 $ |
| 3. | Autres fonctions du Comité telles que décrites à l’article 7 de la Convention, visant à promouvoir les objectifs de la Convention et à encourager et assurer le suivi de sa mise en œuvre, à travers notamment le renforcement des capacités en vue d’une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, la sensibilisation à l’importance de ce patrimoine, les conseils sur les bonnes pratiques de sauvegarde et la mise à jour et la publication des Listes et du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde :  | 20,00 % | 20,00 % | 1 568 076 $ | 392 019 $ |
|  | ***ER 1 :*** *Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances ;* | *4 %**(20 % de la ligne 3)* | *5,4 %**(27 % de la ligne 3)* | *423 380 $* | *105 845 $* |
|  | ***ER 2 :*** *Mise en œuvre de la Convention dans les États membres encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé ;* | *7,2 %**(36 % de la ligne 3)* | *6,6 %**(33 % de la ligne 3)* | *517 465 $* | *129 366 $* |
|  | ***ER 3 :*** *Intégration du patrimoine culturel immatériel dans des programmes, des politiques et des plans de développement soutenue ;* | *3,4 %* *(17 % de la ligne 3)* | *2,6 %**(13 % de la ligne 3)* | *203 850 $* | *50 962 $* |
|  | ***ER 4 :*** *Objectifs de la Convention promus par des actions de sensibilisation et d’information ;* | *5,4 %**(27 % de la ligne 3)* | *5,4 %**(27 % de la ligne 3)* | *423 381 $* | *105 846 $* |
| 4. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes subsidiaires d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des pays en développement membres du Comité ; | 1,71 % | 2,63 % | 206 202 $ | 51 550 $ |
| 5. | Participation aux sessions du Comité et de ses organes consultatifs d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des pays en développement parties à la Convention mais non membres du Comité ; | 4,06 % | 3,31 % | 259 516 $ | 64 879 $ |
| 6. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes consultatifs d’organismes publics ou privés et de personnes physiques, notamment de membres de communautés ou de groupes, qui ont été invités par le Comité à prendre part à ces réunions à titre consultatif sur des questions spécifiques, ainsi que d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des ONG accréditées de pays en développement ; | 3,48 % | 3,31 % | 259 516 $ | 64 879 $ |
| 7. | Coûts des services consultatifs devant être fournis à la demande du Comité, y compris l’aide aux pays en développement dont les représentants ont été nommés membres de l’Organe d’évaluation ; | 6,00 % | 6,00 % | 470 423 $ | 117 606 $ |
|  | **TOTAL** | **100,00 %** | **100,00 %** | **7 840 379 $** | **1 960 095 $** |
| Les fonds non engagés à la fin de la période couverte par ce Plan sont reportés sur l’exercice financier suivant et doivent être affectés conformément au Plan approuvé par l’Assemblée générale à ce moment-là. |
| Pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022, un quart du montant établi pour la période de vingt-quatre mois de l’exercice financier 2020-2021 sera alloué à titre provisoire, sauf pour le Fonds de réserve, dont le montant a été fixé par le Comité à 1 million de dollars des États-Unis (décision 10.COM 8). |

Annexe II

**Proposition de révision du Règlement financier du Compte spécial pour**

 **le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément au Modèle de règlement financier pour les comptes spéciaux relatifs à des conventions approuvé par le Conseil exécutif de l’UNESCO**

|  |  |
| --- | --- |
| **Article premier** | **Établissement d’un Compte spécial** |
| 1.1 | L’article 25 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée la « Convention ») porte création d’un Fonds dit « Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel » (ci-après dénommé le « Fonds »). |
| 1.2  | Conformément à l’article 25 de la Convention et à l’article 6, paragraphes 5 et 6 du Règlement financier de l’UNESCO, il est créé en vertu du présent un Compte spécial affecté au Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé le « Compte spécial »). |
| 1.3 | La gestion du Compte spécial est régie par les dispositions ci-après. |
| **Article 2** | **Exercice financier** |
| 2.1 | L’exercice financier pour les prévisions budgétaires est de deux années civiles consécutives dont la première est une année paire.  |
| 2.2 | L’exercice financier pour la comptabilité est d’une année civile. |
| **Article 3** | **Objectif** |
|  | Conformément à l’article 25 de la Convention, le présent Compte spécial a pour objet de recevoir des contributions émanant de sources telles que mentionnées dans l’article 5.1 ci-après et de réaliser des paiements, en vue de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément aux dispositions de la Convention et au présent Règlement. |
| **Article 4** | **Gouvernance** |
| 4.1  4.2 | L’Assemblée générale des États parties (ci-après dénommée « l’Assemblée générale ») a pouvoir de décider de l’allocation des ressources dans le cadre de ce Compte spécial.Conformément à l’article 7 de la Convention, le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après « le Comité ») prépare et soumet à l’approbation de l’Assemblée générale un projet d’utilisation des ressources du Fond, conformément à l’article 25 de la Convention. |
| 4.3 | Le/la Directeur/Directrice général(e) gère et administre les fonds du Compte spécial conformément au texte de la Convention, aux Directives opérationnelles, aux décisions approuvées par l’Assemblée générale et le Comité, et au présent Règlement financier. |
| 4.4 | Le/la Directeur/Directrice général(e) soumet tous les deux ans à l’Assemblée générale et au Comité les rapports narratifs et financiers comme indiqué à l’article 10 ci-après. |
| **Article 5** | **Recettes** |
| 5.1  | Comme le prévoit l’article 25.3 de la Convention, les recettes du Compte spécial sont constituées par :1. les contributions des États parties ;
2. les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l’UNESCO ;
3. les versements, dons ou legs que pourront faire :
4. d’autres États ;
5. les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d’autres organisations internationales ;
6. des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;
7. tout intérêt dû sur les ressources du Compte spécial ;
8. le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Compte spécial ;
9. toutes autres ressources autorisées par le Comité.
 |
| 5.2 | Comme le prévoit l’article 26.1 de la Convention, les contributions des États parties n’ayant pas procédé à la déclaration visée à l’article 26.2 de la Convention doivent être versées conformément au pourcentage uniforme déterminé par l’Assemblée générale des États parties à la Convention. |
| **Article 6** | **Dépenses** |
| 6.1 | L’utilisation des ressources du Compte spécial est approuvée par l’Assemblée générale tous les deux ans. |
| 6.2 | Le Compte spécial est débité des dépenses effectuées conformément à l’objet défini à l’article 3 ci-dessus, y compris les dépenses administratives directes s’y rapportant expressément et les coûts de gestion applicables. |
| 6.3 | Les dépenses sont engagées dans la limite des fonds disponibles. |
| **Article 7** | **Fonds de réserve** |
|  | Il sera créé dans le cadre du Compte spécial un fonds de réserve pour répondre aux demandes d’assistance dans les cas d’extrême urgence tels que prévus aux articles 17.3 et 22.2 de la Convention. Le montant de cette réserve sera déterminé par le Comité. |
| **Article 8** | **Comptabilité** |
| 8.1 | Des comptes subsidiaires peuvent être établis par l’Assemblée générale et le Comité. |
| 8.2 | Le/la Directeur/Directrice financier/-ère de l’UNESCO fait tenir la comptabilité nécessaire. |
| 8.3 | Tout solde inutilisé en fin d’exercice est reporté à l’exercice suivant. |
| 8.4 | Les comptes du Compte spécial font partie des états financiers consolidés présentés pour vérification au Commissaire aux comptes de l’UNESCO. |
| 8.5 | Les contributions en nature sont comptabilisées en dehors du Compte spécial. |
| **Article 9** | **Placements** |
| 9.1 | Le/la Directeur/Directrice général(e) est autorisé(e) à placer à court terme ou à long terme les sommes figurant au crédit du Compte spécial. |
| 9.2 | Les recettes provenant de ces placements sont portées au crédit du Compte spécial conformément au Règlement d’administration financière de l’UNESCO. |
| **Article 10** | **Rapports** |
| 10.1  | Un rapport financier biennal montrant les recettes et les dépenses au titre du Compte spécial est établi et soumis au Comité et à l’Assemblée générale. |
| 10.2 | Un rapport narratif biennal est soumis au Comité et à l’Assemblée générale. |
| **Article 11** | **Clôture du Compte spécial** |
| 11.1  | Le/la Directeur/Directrice général(e) consulte l’Assemblée générale lorsqu’il estime que le Compte spécial n’a plus de raison d’être. Cette consultation doit inclure une décision relative à l’emploi de tout solde inutilisé. |
| 11.2  | La décision de l’Assemblée générale est transmise au Conseil exécutif avant la clôture effective du Compte spécial. |
| **Article 12** | **Disposition générale** |
| 12.1  | Tout amendement au présent Règlement financier est approuvé par l’Assemblée générale. Le Conseil exécutif est informé en conséquence des éventuels amendements. |
| 12.2 | Sauf dispositions contraires du présent Règlement, le Compte spécial est administré conformément aux dispositions du Règlement financier de l’UNESCO. |

**Annexe III**

**Révisions proposées du Règlement financier du Compte spécial pour**

 **le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, conformément à la décision 200 EX/19**

|  |  |
| --- | --- |
| Règlement financier du Compte spécial pour le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel  | Révisions proposéesconformément au Modèle de règlement financier pour les comptes spéciaux relatifs à des conventions approuvé par le Conseil exécutif de l’UNESCO |
| **Article premier** | **Création d’un Compte spécial pour le patrimoine immatériel** | **Article premier** | ~~Création~~ **Établissement d’un Compte spécial** ~~pour le patrimoine immatériel~~ |
| 1.1  | L’article 25 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée la « Convention ») porte création d’un Fonds dit « Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel » (ci-après dénommé le « Fonds »). Étant donné que le Fonds sera alimenté par plusieurs donateurs, celui-ci sera géré sous la forme d’un compte spécial. |  | L’article 25 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée la « Convention ») porte création d’un Fonds dit « Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel » (ci-après dénommé le « Fonds »). ~~Étant donné que le Fonds sera alimenté par plusieurs donateurs, celui-ci sera géré sous la forme d’un compte spécial.~~ |
| 1.2  | Conformément à l’article 6.6 du Règlement financier de l’UNESCO, il est créé en vertu du présent un Compte spécial affecté au Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé le « Compte spécial »). | 1.2  | Conformément à ~~l’article 6.6~~**l’article 25 de la Convention et à l’article 6, paragraphes 5 et 6** du Règlement financier de l’UNESCO, il est créé en vertu du présent un Compte spécial affecté au Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé le « Compte spécial »). |
| 1.3  | La gestion du Compte spécial est régie par les dispositions ci-après. | 1.3  | Aucun changement. |
| **Article 2** | **Exercice financier** | **Article 2** | Aucun changement. |
|  | L’exercice financier correspond à celui de l’UNESCO. | **2.1** | L’exercice financier **pour les prévisions budgétaires est de deux années civiles consécutives dont la première est une année paire** ~~correspond à celui de l’UNESCO~~. |
|  |  | **2.2** | **L’exercice financier pour la comptabilité est d’une année civile.** |
| **Article 3** | **Objectif** | **Article 3** | Aucun changement. |
|  | Le présent Compte spécial a pour objet de recevoir des contributions émanant de sources telles que mentionnées dans l’article 4.1 ci-après et de réaliser des paiements, en vue de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément aux dispositions de la Convention et au présent Règlement. |  | **Conformément à l’article 25 de la Convention,** le présent Compte spécial a pour objet de recevoir des contributions émanant de sources telles que mentionnées dans ~~l’article 4.1~~ **l’article 5.1** ci-après et de réaliser des paiements, en vue de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément aux dispositions de la Convention et au présent Règlement. |
|  |  | **Article 4** | **Gouvernance** |
|  |  | **4.1**  | **L’Assemblée générale des États parties (ci-après dénommée** **« l’Assemblée générale ») a pouvoir de décider de l’allocation des ressources dans le cadre de ce Compte spécial.** |
|  |  | **4.2** | **Conformément à l’article 7 de la Convention, le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après « le Comité ») prépare et soumet à l’approbation de l’Assemblée générale un projet d’utilisation des ressources du Fond, conformément à l’article 25 de la Convention.** |
|  |  | **4.3** | **Le/la Directeur/Directrice général(e) gère et administre les fonds du Compte spécial conformément au texte de la Convention, aux Directives opérationnelles, aux décisions approuvées par l’Assemblée générale et le Comité, et au présent Règlement financier.** |
|  |  | **4.4** | **Le/la Directeur/Directrice général(e) soumet tous les deux ans à l’Assemblée générale et au Comité les rapports narratifs et financiers comme indiqué à l’article 10 ci-après.** |
| **Article 4** | **Recettes** | **Article ~~4~~5** | Aucun changement. |
| 4.1 | Comme le prévoit l’article 25.3 de la Convention, les recettes du Compte spécial sont constituées par :1. les contributions des États parties à la Convention, conformément à l’article 26 de celle-ci ;
2. les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l’UNESCO ;
3. les versements, dons ou legs que pourront faire :
4. d’autres États ;
5. les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d’autres organisations internationales ;
6. des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;
7. tout intérêt dû sur les ressources du Compte spécial ;
8. le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Compte spécial ;
9. toutes autres ressources autorisées par le Comité.
 | ~~4.1~~**5.1**  | Comme le prévoit l’article 25.3 de la Convention, les recettes du Compte spécial sont constituées par :1. les contributions des États parties ~~à la Convention, conformément à l’article 26 de celle-ci~~ ;
2. les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l’UNESCO ;
3. les versements, dons ou legs que pourront faire :
4. d’autres États ;
5. les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d’autres organisations internationales ;
6. des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;
7. tout intérêt dû sur les ressources du Compte spécial;
8. le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Compte spécial ;
9. toutes autres ressources autorisées par le Comité.
 |
| 4.2  | Comme le prévoit l’article 26.1 de la Convention, les contributions des États parties n’ayant pas procédé à la déclaration visée à l’article 26.2 de la Convention doivent être versées conformément au pourcentage uniforme déterminé par l’Assemblée générale des États parties à la Convention. | ~~4.2~~**5.2** | Aucun changement. |
| **Article 5** | **Dépenses** | **Article ~~5~~6** | Aucun changement. |
| 5.1  | Conformément à l’article 25.4 de la Convention, l’utilisation des ressources du Compte spécial par le Comité est décidée sur la base d’orientations de l’Assemblée générale. | ~~5.1~~**6.1** | **L’utilisation des ressources du Compte spécial est approuvée par l’Assemblée générale tous les deux ans.** ~~Conformément à l’article 25.4 de la Convention, l’utilisation des ressources du Compte spécial par le Comité est décidée sur la base d’orientations de l’Assemblée générale.~~ |
| 5.2  | Le Compte spécial est débité des dépenses effectuées conformément à l’objet défini à l’article 3 ci-dessus, y compris les dépenses administratives directes s’y rapportant expressément. | ~~5.2~~**6.2** | Le Compte spécial est débité des dépenses effectuées conformément à l’objet défini à l’article 3 ci-dessus, y compris les dépenses administratives directes s’y rapportant expressément **et les coûts de gestion applicables**. |
| 5.3  | Les dépenses sont engagées dans la limite des fonds disponibles. | ~~5.3~~**6.3** | Aucun changement. |
| **Article 6**  | **Fonds de réserve** | **Article ~~6~~7** | Aucun changement. |
|  | Il sera créé dans le cadre du Compte spécial un fonds de réserve pour répondre aux demandes d’assistance dans les cas d’extrême urgence tels que prévus aux articles 17.3 et 22.2 de la Convention. Le montant de cette réserve sera déterminé par le Comité. |  | Aucun changement. |
| **Article 7** | **Comptabilité** | **Article ~~7~~8** | Aucun changement. |
|  |  | **8.1** | **Des comptes subsidiaires peuvent être établis par l’Assemblée générale et le Comité.** |
| 7.1  | Le Contrôleur financier de l’UNESCO fait tenir la comptabilité nécessaire. | ~~7.1~~**8.2** | Le/la **Directeur/Directrice financier/-ère de l’UNESCO** ~~Contrôleur financier de l’UNESCO~~ fait tenir la comptabilité nécessaire. |
| 7.2  | Tout solde inutilisé en fin d’exercice est reporté à l’exercice suivant. | ~~7.2~~**8.3** | Aucun changement. |
| 7.3  | Les comptes du Compte spécial sont présentés pour vérification au Commissaire aux comptes de l’UNESCO, en même temps que les autres comptes de l’Organisation. | ~~7.3~~**8.4** | Les comptes du Compte spécial **font partie des états financiers consolidés présentés pour vérification au Commissaire aux comptes de l’UNESCO** ~~sont présentés pour vérification au Commissaire aux comptes de l’UNESCO, en même temps que les autres comptes de l’Organisation~~. |
| 7.4  | Les contributions en nature sont comptabilisées en dehors du Compte spécial. | ~~7.4~~**8.5** | Aucun changement. |
| 7.5  | Les comptes sont soumis par le/la Directeur/Directrice général(e) à l’Assemblée générale des États parties à la Convention. |  | [Supprimé] |
| **Article 8** | **Placements** | **Article ~~8~~9** | Aucun changement. |
| 8.1  | Le/la Directeur/Directrice général(e) est autorisé(e) à placer à court terme les sommes figurant au crédit du Compte spécial. | ~~8.1~~**9.1** | Le/la Directeur/Directrice général(e) est autorisé(e) à placer à court terme **ou à long terme** les sommes figurant au crédit du Compte spécial. |
| 8.2  | Les intérêts produits par ces placements sont portés au crédit du Compte spécial. | ~~8.2~~**9.2** | ~~Les intérêts produits par~~ **Les recettes provenant de** ces placements sont portées au crédit du Compte spécial **conformément au Règlement d’administration financière de l’UNESCO.** |
|  |  | **Article 10** | **Rapports** |
|  |  | **10.1**  | **Un rapport financier biennal montrant les recettes et les dépenses au titre du Compte spécial est établi et soumis au Comité et à l’Assemblée générale.** |
|  |  | **10.2** | **Un rapport narratif biennal est soumis au Comité et à l’Assemblée générale.** |
|  |  | **Article 11** | **Clôture du Compte spécial** |
|  |  | **11.1**  | **Le/la Directeur/Directrice général(e)** **consulte l’Assemblée générale lorsqu’il estime que le Compte spécial n’a plus de raison d’être. Cette consultation doit inclure une décision relative à l’emploi de tout solde inutilisé.** |
|  |  | **11.2**  | **La décision de l’Assemblée générale est transmise au Conseil exécutif avant la clôture effective du Compte spécial.** |
| **Article 9** | **Disposition générale** | **Article ~~9~~12** | Aucun changement. |
|  |  | **12.1**  | **Tout amendement au présent Règlement financier est approuvé par l’Assemblée générale. Le Conseil exécutif est informé en conséquence des éventuels amendements.** |
|  | Sauf dispositions contraires du présent Règlement, le Compte spécial est administré conformément aux dispositions du Règlement financier de l’UNESCO. | **12.2** | Aucun changement. |

1. . Par rapport à l’exercice biennal 2014-2015 (37 C/5), le nombre de demandes examinées par le Bureau a augmenté de 142 %. Cette augmentation ne tient pas compte des demandes d’assistance internationale examinées par le Bureau au cours du deuxième semestre 2019. [↑](#footnote-ref-1)
2. . Le dernier État des contributions obligatoires est consultable à l’adresse : <http://www.unesco.org/eri/cp/factsheets/ICH-Status-of-Contributions.pdf> [↑](#footnote-ref-2)
3. . On entend par « assistance préparatoire » l’assistance que les États parties peuvent demander pour l’élaboration de dossiers de candidature à la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et de propositions pour le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde (paragraphe 21 des [Directives opérationnelles](https://ich.unesco.org/doc/src/ICH-Operational_Directives-7.GA-PDF-FR.pdf)). « L’assistance technique » désigne la mise à disposition d’experts, telle que décrite à l’article 21 de la Convention, aux États parties souhaitant élaborer une demande d’assistance internationale ([décision 8.COM 7.c](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.COM/7.c)). [↑](#footnote-ref-3)
4. . La répartition par résultat escompté pour 2018-2019 a été approuvée par le Bureau du Comité intergouvernemental en 2018 ([décision 13.COM 2.BUR 3](https://ich.unesco.org/doc/src/ITH-18-13.COM_2.BUR-3-FR.docx)). [↑](#footnote-ref-4)
5. . La répartition par résultat escompté pour les six premiers mois de 2020 a été approuvée par le Bureau du Comité intergouvernemental en 2019 ([décision 14.COM 2.BUR 3](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-19-14.COM_2.BUR-Decisions-FR.docx)). [↑](#footnote-ref-5)
6. . Voir la résolution portant ouverture de crédits pour 2020-2021 dans [40 C/5, volume 1 :](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000367155_fre) [Projet de résolution, Second exercice biennal 2020-2021](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000367155_fre) (page 13). [↑](#footnote-ref-6)
7. . Les pourcentages sont appliqués au solde du Fonds au 31 décembre 2019. Ce solde n’inclut pas le Fonds de réserve (1 million de dollars des États-Unis). [↑](#footnote-ref-7)